



**PRÉVENONS LES RISQUES AUDITIFS  
SANS RÉDUIRE LA SCÈNE AU SILENCE**

**OK**  
POUR UN DÉCRET "SON"  
QUI NE METTE PAS LA SCÈNE  
**KO**

**#LIVEENDANGER, SIGNEZ LA PÉTITION SUR [CHANGE.ORG](https://change.org)**

Depuis des années, les professionnels du spectacle se mobilisent pour la prévention sonore dans les salles de concerts et festivals. Avec, depuis toujours, une approche constructive et responsable à l'égard de la santé des spectateurs et de la tranquillité des riverains.

L'État a imposé un nouveau décret sur le son (n° 2017-1244 du 7 août 2017) applicable depuis octobre 2018 sans entendre notre avis sur le plan artistique, technique, la pertinence des mesures et sur l'impact économique. **Ni réaliste, ni optimal, il aura des conséquences lourdes sur le secteur du spectacle (artistes, producteurs, diffuseurs, salles, festivals, équipes techniques) comme pour les spectateurs.**

## 1 L'EXPRESSION ARTISTIQUE EN DANGER !

Les niveaux sonores imposés altèrent le message artistique et **empêchent les artistes d'exprimer la richesse de leur style musical** mettant en péril la diversité musicale.

## 2 LA DIVERSITÉ MUSICALE ATTAQUÉE !

En effet, la baisse des basses fréquences nuit à l'ensemble des esthétiques musicales, notamment aux genres comme **le reggae, les musiques électroniques, le dub et le hip hop qui disparaîtront peu à peu des scènes**, ce qui réduira la liberté d'accès des spectateurs à tous les genres musicaux.

## 3 LES CONCERTS ET FESTIVALS EN PLEIN AIR MENACÉS !

Le décret, qui impose de produire une étude de l'impact des nuisances sonores sur l'environnement

lors des spectacles en plein air, est irréaliste. Par exemple, les conditions extérieures sont extrêmement variables le jour J, comme la présence de vent. De plus, **les niveaux sonores exigés en milieu urbain sont impossibles à respecter**, ce qui entraînera l'impossibilité de réaliser un spectacle extérieur en centre-ville.

## 4 TOUTE LA SCÈNE FRAGILISÉE !

La limitation de la diversité musicale, l'impossibilité technique de mise en oeuvre, additionnée au coût de mise en conformité (achat d'afficheurs, d'enregistreurs, de nouveaux systèmes de diffusion, formation du personnel...) **met en danger tout le secteur, déjà vulnérable, d'autant qu'aucun soutien financier ou accompagnement n'est prévu par l'État.**

**NE METTONS PAS LA SCÈNE KO !**

Nous demandons **la réouverture d'une concertation sur le décret** et l'instauration d'une période transitoire afin de permettre la mise au point des outils adéquats et de faciliter l'équipement des lieux de diffusion. Car oui ! Nous pouvons ensemble et avec le public mieux prévenir les risques auditifs... **sans réduire le live au silence.**

 **Signez la pétition #liveendanger sur [change.org](https://change.org)**

**Retrouvez tous les détails techniques liés à ce décret sur [www.agi-son.org](http://www.agi-son.org)**